

Crises structurelles

Immanuel Wallerstein

Sociologue au centre Fernand Braudel à l'université de Birmingham

Immanuel Wallerstein s'est appuyé pour sa conférence sur le texte paru dans l'édition française du numéro 6 de Transform!, en juin 2010. Pour des raisons de temps, des passages ont été omis ou traités brièvement par le conférencier. En revanche, ce dernier a ajouté au texte écrit certains commentaires. Nous publions, avec son accord, l'ensemble de son apport lors du colloque.

Le terme « crise » a joué un rôle central dans de nombreux débats politiques nationaux au cours des années 1970, même si ses définitions variaient considérablement. Vers la fin du siècle, il avait été largement remplacé par un autre terme, plus optimiste, celui de « mondialisation ». Depuis 2008, cependant, le ton est redevenu grave, et la notion de « crise » a brusquement refait surface, mais son utilisation est plus floue que jamais. Les questions de savoir comment définir une crise et comment expliquer son origine sont une fois de plus mises en avant.

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, le cycle hégémonique et le cycle économique global du système-monde moderne sont tous les deux entrés dans une phase de déclin. La période de 1945 à 1970 environ, appelée en français les Trente Glorieuses, avait marqué l'apogée de l'hégémonie des États-Unis et avait également coïncidé avec la plus importante phase A d'expansion du cycle de Kondratieff que l'économie-monde capitaliste ait jamais connue. Les phases de récession tout à fait normales, non seulement dans le sens où tous les systèmes ont des rythmes cycliques, c'est leur mode d'exis-

tence, leur façon de traiter les fluctuations inévitables de leurs activités, mais aussi parce que c'est la façon dont fonctionne le capitalisme en tant que système-monde. Ici, se posent deux questions importantes : comment les producteurs font du profit, et comment les États garantissent l'ordre mondial au sein duquel les producteurs peuvent faire des profits. Examinons successivement les deux questions.

Le capitalisme est un système dans lequel l'accumulation sans fin du capital est la raison d'être. Pour accumuler des capitaux, les producteurs doivent tirer des bénéfices de leurs activités, ce qui n'est possible à une grande échelle que si le produit peut être vendu pour beaucoup plus que son coût de production. Dans une situation de concurrence parfaite, il est impossible de faire des bénéfices à cette échelle : un monopole, ou du moins un quasi-monopole, régnant sur l'économie mondiale est nécessaire. Le vendeur peut alors exiger n'importe quel prix, tant qu'il ne va pas au-delà de ce que l'élasticité de la demande permet. Chaque fois que l'économie-monde est en pleine expansion, plusieurs produits « phares » sont relativement monopolisés ; et c'est à partir des bénéfices sur ces produits que de grandes quantités de capital peuvent être accumulées. Les effets d'entraînement en aval et en amont de ces produits constituent la base d'une expansion globale de l'économie-monde. Nous appelons cela la phase A d'un cycle de Kondratieff. Le problème pour les capitalistes, c'est que tous les monopoles se détruisent d'eux-mêmes, en raison du fait que de nouveaux producteurs peuvent entrer sur le marché mondial, même quand un monopole donné est politiquement bien défendu. Bien entendu, l'entrée prend du temps, mais, tôt ou tard, le degré de concurrence augmente, les prix baissent, et donc les profits baissent eux aussi. Lorsque les bénéfices pour les produits phares diminuent suffisamment, l'économie-monde cesse de se développer et entre dans une période de stagnation : c'est la phase B d'un cycle de Kondratieff.

La deuxième condition pour le profit capitaliste est qu'il doit y voir une sorte d'ordre mondial relatif. Les guerres mondiales offrent de grandes opportunités à certains entrepreneurs, mais elles génèrent également d'énormes destructions de capital fixe et interfèrent considérablement sur le commerce mondial. Le bilan global des guerres mondiales n'est pas positif, c'est un point que Schumpeter a souligné à plusieurs reprises. Assurer la situation relativement stable indispensable à la réalisation du profit est la tâche d'un pouvoir hégémonique, assez fort pour l'imposer sur le système-monde dans son ensemble. Les cycles hégémoniques ont été beaucoup plus longs que les cycles de Kondratieff : dans un monde composé de nombreux États dits souverains, il n'est pas facile pour l'un d'entre eux de s'imposer comme puissance hégémonique. Cela a été réalisé par les Provinces-Unies au milieu du xvii^e siècle, puis par le Royaume-Uni au milieu du xix^e siècle, et enfin par les États-Unis au milieu du xx^e siècle. La montée d'une puissance hégémonique est le résultat d'une longue lutte contre d'autres puissances hégémoniques potentielles.

Cette lutte a été remportée jusqu'à présent par l'État qui a été capable de composer le système de production le plus efficace, puis de gagner une « guerre de trente ans » contre son principal rival.

L'hégémonie est alors en mesure de fixer les règles selon lesquelles le système interétatique opère, d'assurer son bon fonctionnement et de maximiser les flux de capitaux accumulés vers ses citoyens et ses entreprises productives. On pourrait appeler cela un quasi-monopole du pouvoir géopolitique. Le problème de la puissance hégémonique est le même que celui auquel doit faire face une industrie majeure: le monopole s'autodétruit. Tout d'abord, la puissance hégémonique doit à l'occasion exercer sa puissance militaire pour maintenir l'ordre. Mais les guerres coûtent de l'argent et des vies; elles ont un impact négatif sur les citoyens de la puissance hégémonique, dont la fierté initiale tirée de la victoire risque de s'évaporer lorsqu'il faut payer les coûts croissants des opérations militaires. Les opérations militaires à grande échelle sont souvent moins efficaces que prévu, et cela renforce ceux qui s'y opposeront à l'avenir. Deuxièmement, même si l'efficacité économique de la puissance hégémonique ne faiblit pas immédiatement, celle d'autres pays commence à augmenter, ce qui rend ces pays moins prêts à accepter les diktats de la puissance hégémonique. La puissance hégémonique entre dans un processus de déclin relatif face à ces puissances montantes. Le déclin peut être lent, mais il n'en est pas moins essentiellement irréversible. Ce qui a rendu la période 1965-1970 si remarquable, c'est la conjonction de ces deux types de déclin: la fin de la phase A de Kondratieff historiquement la plus expansive, et le début du déclin du pouvoir hégémonique historiquement et puissant. Ce n'est pas un hasard si la révolution mondiale de 1968 (en réalité 1966-1970) a eu lieu à ce moment-là, en tant qu'expression de ce tournant historique.

Mise au rancart de la vieille gauche

La révolution mondiale de 1968 a entraîné un troisième déclin, qui n'a eu lieu qu'une seule fois, cependant, dans l'histoire du système-monde moderne: le déclin des mouvements antisystémiques traditionnels qu'on a coutume d'appeler la « vieille gauche ». Composée essentiellement de communistes, de sociaux-démocrates et des mouvements de libération nationale, la vieille gauche s'est développée lentement et laborieusement à travers le système-monde, surtout dans le dernier tiers du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, partant d'une position de marginalité et de faiblesse politique qui était la sienne aux environs de 1870, pour atteindre une position de centralité politique et de force considérable dans les années 1950. Ces mouvements ont atteint le sommet de leur pouvoir de mobilisation au cours de la période de 1945 à 1968 – exactement au moment de l'extraordinaire phase d'expansion A de Kondratieff et du sommet de l'hégémonie des États-Unis. Je ne pense pas

que cela ait été fortuit, bien que cela puisse sembler contre-intuitif. Le *boom* économique mondial a conduit les entrepreneurs à croire que des concessions aux exigences économiques de leurs travailleurs coûtaient moins que des interruptions dans le processus de production. Au fil du temps, cela signifiait la hausse des coûts de production, l'un des facteurs à l'origine de la fin des quasi-monopoles dans les industries phares. Mais la plupart des entrepreneurs prennent des décisions qui maximisent les profits à court terme, disons au cours des trois prochaines années, sans trop se préoccuper de l'avenir. Des considérations similaires ont marqué les politiques de la puissance hégémonique. Le maintien d'une stabilité relative dans le système-monde était un objectif essentiel, mais les États-Unis ont dû peser le coût de l'activité répressive comparé à celui de concessions aux demandes des mouvements de libération nationale. À contrecœur au début, mais plus tard, délibérément, Washington a commencé à favoriser une «décolonisation» contrôlée qui a eu pour effet d'amener ces mouvements au pouvoir. Ainsi, vers le milieu des années 1960, on pourrait dire que les mouvements de la «vieille gauche» avaient atteint leur objectif historique d'un pouvoir d'État presque partout, du moins sur papier. Les partis communistes dirigeaient un tiers du monde; les partis sociaux-démocrates étaient au pouvoir, ou en alternance au pouvoir, dans la majeure partie d'un autre tiers du monde, le monde paneuropéen; en outre, la politique prioritaire des partis de la social-démocratie, celle de l'État-providence, était acceptée et pratiquée par leurs adversaires conservateurs. Les mouvements de libération nationale étaient arrivés au pouvoir dans la majeure partie de l'ancien monde colonial, comme l'avaient fait les mouvements populistes en Amérique latine. De nombreux analystes et militants d'aujourd'hui critiquent la performance de ces mouvements, mais c'est oublier la peur qui régnait parmi les couches les plus riches et les plus conservatrices du monde face à ce qui leur apparaissait comme une force implacable d'égalitarisme destructeur d'un pouvoir étatique.

La révolution mondiale de 1968 a changé tout cela. Trois thèmes ont dominé les multiples révoltes de 1968: le premier était que la puissance hégémonique des États-Unis était débordée et vulnérable. L'offensive du Têt au Vietnam a été considérée comme le glas des opérations militaires des États-Unis. Les soixante-huitards attaquaient également le rôle de l'Union soviétique qu'ils considéraient comme complice de l'hégémonie des États-Unis, sentiment qui se répandait de plus en plus un peu partout depuis au moins 1956. Le deuxième thème était que les mouvements de la vieille gauche n'avaient pas réussi à tenir leurs promesses historiques. Les trois groupes—communistes, sociaux-démocrates et mouvements de libération nationale—se fondaient sur une stratégie en deux étapes: premièrement prendre le pouvoir d'État et deuxièmement changer le monde. En réalité, les militants disaient: «Vous avez pris le pouvoir d'État, mais vous n'avez pas changé le monde. Si nous voulons

changer le monde, nous avons besoin de nouveaux mouvements et de nouvelles stratégies.» La révolution culturelle chinoise a été prise par beaucoup comme le modèle de cette possibilité. Le troisième thème était que la vieille gauche avait ignoré les peuples oubliés, ceux qui étaient opprimés en raison de leur race, genre, origine ethnique ou sexualité. Les militants insistaient sur le fait que, pour eux, les demandes d'égalité de traitement ne pouvaient plus être différées; elles faisaient partie d'un présent urgent. À bien des égards, le mouvement Black Power aux États-Unis a été l'exemple paradigmatique. La révolution mondiale de 1968 a été à la fois un énorme succès politique et un énorme échec politique. Elle s'est levée comme un phénix, a brûlé avec éclat dans le monde entier, et, vers le milieu des années 1970, elle semble s'être éteinte presque partout. Qu'est-ce qui a été accompli par ce feu de brousse sauvage? Le libéralisme centriste a été détrôné en tant qu'idéologie dirigeante du système-monde et a été réduit à une simple possibilité parmi d'autres. Les mouvements de la «vieille gauche» ont été détruits dans leur rôle de mobilisateur de tout type de changement fondamental. Mais le triomphalisme de 1968 s'est révélé peu profond et peu durable. La droite dans le monde a été également libérée de tout attachement au libéralisme centriste. Elle a profité de la stagnation dans le monde économique et de l'effondrement de la vieille gauche pour lancer une contre-offensive, celle de la mondialisation néolibérale. Les principaux objectifs étaient de renverser tous les acquis obtenus par les couches inférieures au cours de la phase A de Kondratieff. Le but était de réduire les coûts de production, de détruire l'État-providence et de ralentir le déclin du pouvoir des États-Unis. Ce processus a semblé culminer en 1989, quand la fin du contrôle de l'Union soviétique sur ses satellites en Europe centrale et en Europe de l'Est ainsi que le démantèlement de l'URSS elle-même ont conduit à un nouveau triomphalisme pour la droite. L'offensive de la droite mondiale était à la fois un grand succès et un échec retentissant. Ce qui a soutenu l'accumulation du capital depuis les années 1970 a été l'abandon de la recherche de profits par une plus grande efficacité productive en faveur de la recherche de profits par des manipulations financières, ce qu'on appelle la spéculation. Le mécanisme clé a été la promotion de la consommation par l'endettement. Cela s'est produit dans chaque phase B de Kondratieff, la différence cette fois a été l'ampleur du phénomène. La plus importante expansion de phase A dans l'histoire a été suivie par la plus grande folie spéculative. Des bulles spéculatives se sont déplacées à travers l'ensemble du système-monde – depuis les dettes nationales du Tiers Monde et du bloc socialiste dans les années 1970 aux produits financiers pourris de grandes entreprises dans les années 1980, à l'endettement des consommateurs des années 1990 et à l'endettement du gouvernement des États-Unis de l'ère Bush. Le système est passé de bulle en bulle, et il tente d'en gonfler encore une autre, avec le renflouement des banques et l'impression de dollars. La récession dans laquelle le monde

est tombé continuera pendant un certain temps et sera assez profonde. Elle va détruire le dernier pilier de la stabilité économique relative, le rôle du dollar US comme monnaie de réserve pour la sauvegarde de la richesse. Dans ce processus, la principale préoccupation de tous les gouvernements dans le monde sera d'éviter les soulèvements des chômeurs et des couches moyennes, dont les économies et les retraites s'évanouissent. Les gouvernements se tournent actuellement vers le protectionnisme et l'impression de monnaie comme première ligne de défense. Ces mesures peuvent soulager momentanément la douleur des gens ordinaires, mais il est probable qu'elles vont encore aggraver la situation. Nous entrons dans une impasse systémique dont la sortie sera extrêmement difficile. Cela s'exprime dans des fluctuations de plus en plus sauvages, qui transforment pratiquement en devinettes les prévisions économiques et politiques à court terme. Cela aggravera les craintes populaires et le sentiment d'aliénation.

Certains prétendent que l'importante amélioration de la position relative économique de l'Asie (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Chine et dans une moindre mesure l'Inde) permettra une résurgence de l'entreprise capitaliste, grâce à un simple déplacement géographique. Encore une illusion! La remontée relative de l'Asie est une réalité, mais qui affaiblit davantage le système capitaliste, en surchargeant le nombre de personnes à qui la plus-value est distribuée—l'accumulation globale du capital s'en trouve réduite et non pas augmentée. L'expansion de la Chine accélère la contraction des bénéfiques structurels de l'économie-monde capitaliste.

Les coûts systémiques

Nous devons maintenant examiner les tendances à long terme du système-monde, par opposition à ses rythmes cycliques. Ces rythmes sont communs à de nombreux types de systèmes et font partie de la façon dont ils fonctionnent, dont ils respirent. Mais les phases B ne prennent jamais fin au point de départ de la phase A précédente. On peut considérer chaque reprise comme une contribution à la lente courbe vers le haut, chacune se dirigeant vers son asymptote propre. Dans l'économie-monde capitaliste, il n'est pas difficile de discerner quelles sont les courbes les plus importantes. Comme le capitalisme est un système dans lequel l'accumulation sans fin est primordiale, et que l'on accumule du capital en faisant des profits sur le marché, la question clé est de savoir comment fabriquer des produits à un coût moindre que le prix pour lequel ils peuvent être vendus. Nous devons donc déterminer à la fois ce qui entre dans les coûts de production et ce qui détermine les prix. Logiquement, les coûts de production sont le personnel, les intrants et la fiscalité. Tous trois ont vu croître leur part dans les prix réels des produits qui sont vendus. Il en est ainsi, malgré les efforts répétés des capitalistes pour les tirer vers le bas, et

malgré les vagues d'innovations technologiques et organisationnelles qui ont accru ce qu'on appelle l'efficience de la production.

Les frais de personnel peuvent à leur tour être divisés en trois catégories : la main-d'œuvre relativement peu qualifiée, les cadres intermédiaires et les cadres supérieurs. Les salaires des travailleurs non qualifiés ont tendance à augmenter dans les phases A à la suite d'actions syndicales. Lorsque ces salaires montent trop haut pour des entrepreneurs donnés, en particulier pour les industries de pointe, la délocalisation dans des zones historiquement à bas salaires dans la phase B est la principale voie de recours ; si un fait similaire se produit dans le nouveau lieu d'implantation, un deuxième mouvement se produit. Ces changements sont coûteux, mais efficaces. Cependant, à travers le monde, il y a un effet cliquet et les réductions n'éliminent jamais totalement les augmentations. En 500 ans, ce processus répété a épuisé les lieux où les capitaux peuvent se déplacer. Ceci peut être mesuré par la déruralisation du système-monde.

L'augmentation du coût de la force de travail que constituent les emplois de cadres est le résultat, d'une part, de l'accroissement de la taille des unités de production, qui nécessitent plus de personnels intermédiaires. Deuxièmement, les dangers politiques d'une organisation syndicale du personnel relativement peu qualifié sont contrés par la création d'une plus grande couche intermédiaire qui est une alliée politique de la couche dirigeante et qui constitue un modèle de mobilité ascendante pour la majorité non qualifiée. La hausse des coûts des cadres dirigeants, quant à elle, est le résultat direct de la complexité accrue des structures d'entreprise, à savoir la séparation bien connue de la propriété et du contrôle. Cela permet à ces dirigeants de s'approprier une part toujours plus grande des bénéfices de l'entreprise à titre de rente, ce qui réduit la part qui revient aux propriétaires comme profit ou pour le réinvestissement. Cette dernière augmentation a été spectaculaire au cours des quelques dernières décennies.

Les coûts des intrants sont à la hausse pour des raisons analogues. Les capitalistes visent à externaliser les coûts, c'est-à-dire à ne pas payer la facture complète du traitement des déchets toxiques, du renouvellement des matières premières et de la construction d'infrastructures. Depuis le *xvi^e* siècle jusqu'aux années 1960, l'externalisation de ce type de coûts a été la pratique habituelle, plus ou moins jamais remise en question par les autorités politiques.

Les déchets toxiques ont été simplement déposés dans le domaine public. Mais le monde est à court d'espace public vacant—correspondant à la déruralisation de la force de travail dans le monde. Les conséquences sur la santé ainsi que les coûts induits sont devenus si élevés et si évidents qu'ils ont généré des exigences de dépollution et de contrôle. Les ressources naturelles sont également devenues une préoccupation majeure, conséquence de la forte augmentation de la population mondiale. Un large débat se développe actuellement

sur la pénurie de sources d'énergie, l'eau, les forêts, le poisson et la viande. Les coûts de transport et de communication ont également augmenté, car ils sont devenus plus rapides et plus efficaces. Les entrepreneurs ont toujours payé une petite partie seulement des coûts d'infrastructure. La conséquence de tout cela a été une pression politique sur les gouvernements pour qu'ils assument davantage les coûts de la détoxification, du renouvellement des ressources et de l'expansion des infrastructures. Pour ce faire, les gouvernements doivent augmenter les impôts et insister davantage sur l'internalisation des coûts par les entrepreneurs—ce qui, bien sûr, génère des coupes dans leurs marges de profit. Finalement, la fiscalité s'est accrue. Il y a plusieurs niveaux politiques de taxation, y compris la taxation privée sous la forme de corruption et de mafias organisées. La fiscalité a augmenté au fur et à mesure que la portée de l'activité dans le monde économique s'est étendue et que la bureaucratie au niveau de l'État a augmenté. L'impulsion majeure est venue des mouvements altermondialistes qui ont poussé pour obtenir des garanties de l'État en matière d'éducation, de santé et d'un revenu minimum garanti tout au long de la vie. Ces demandes ont augmenté, à la fois géographiquement et en termes de niveaux de services exigés. Aucun gouvernement aujourd'hui n'est exonéré de la pression pour maintenir un État-providence, même si les niveaux de prestation varient.

Chacun des trois types de coûts de production n'a cessé d'augmenter en pourcentage du prix de vente réel des produits, mais sous la forme d'un effet cliquet A-B, pendant plus de 500 années. Les hausses les plus spectaculaires se sont produites dans la période post-1945. Les prix pour les produits qui sont vendus ne peuvent-ils pas être simplement augmentés à fin de maintenir les marges de profit réel? C'est précisément ce qui a été essayé dans la période post-1970, sous la forme de hausses de prix renforcées par un élargissement de la consommation, elle-même soutenue à son tour par l'endettement. L'effondrement économique au sein duquel nous nous trouvons n'est que l'expression des limites de l'élasticité de la demande. Quand chacun dépense bien au-delà de ses revenus réels, il arrive un moment où quelqu'un est obligé de s'arrêter et, assez rapidement, tout le monde sent qu'il faut faire la même chose.

Les luttes pour la succession

La conjonction de trois éléments—l'ampleur du *crash* «normal», la hausse des coûts de production et la pression supplémentaire exercée sur le système par la croissance chinoise (et asiatique en général)—signifie que nous sommes entrés dans une crise structurelle. Le système est très loin de l'équilibre, et les fluctuations sont énormes. À partir de maintenant, nous allons vivre au milieu d'une bifurcation du processus systémique. La question n'est plus «comment le système capitaliste va-t-il lui-même se ressouder et renouveler son mode

de développement?», mais plutôt «qu'est-ce qui va remplacer ce système? Quel ordre va sortir de ce chaos?» On peut considérer cette période de crise systémique comme une arène de lutte pour le système qui succédera. L'issue est peut-être imprévisible par nature, mais la nature de la lutte est très claire. Nous sommes confrontés à divers choix qu'on ne peut pas décliner en détails institutionnels, mais dont on peut proposer les grandes lignes. Nous pouvons choisir collectivement un nouveau système qui ressemble essentiellement au système actuel : hiérarchie, exploitation, polarisation. Cela pourrait prendre de nombreuses formes, et certaines pourraient être plus dures que le système-monde capitaliste dans lequel nous vivons. Nous pouvons, à l'inverse, choisir un système radicalement différent, qui n'a jamais existé, un système qui est relativement démocratique et relativement égalitaire. J'ai appelé les deux termes de l'alternative «l'esprit de Davos» et «l'esprit de Porto Alegre», mais les dénominations ne sont pas importantes.

Ce qui est important c'est de voir l'organisation des stratégies possibles de chaque côté, dans une lutte qui dure sous une certaine forme depuis 1968 et qui ne sera peut-être résolue que vers 2050. Il faut d'abord noter deux caractéristiques essentielles d'une crise structurelle. Parce que les fluctuations sont particulièrement brusques et imprévisibles, il y a peu de pression pour un retour à l'équilibre. Pendant la longue durée «normale» de vie du système, ces pressions ont été la raison pour laquelle les vastes mobilisations sociales, les soi-disant «révolutions» ont toujours été limitées dans leurs effets. Voyons quelles furent les débauches d'énergies portées par la Révolution française ou la Révolution russe ! Et pourtant après des efforts colossaux, on est revenu à des situations d'équilibre. En disant cela je fais un peu du Tocqueville. Mais avec la Révolution française, on a en fin de compte un renforcement de l'État, des politiques colbertistes. On sait tous ce qu'il est advenu de la Révolution soviétique. En fin de compte tout cela est normal, car la pression pour revenir aux équilibres est considérable. Mais lorsque le système est loin de l'équilibre, l'inverse peut se produire. De petites mobilisations sociales ont des répercussions très grandes, ce que la science de la complexité nomme l'effet «papillon». On pourrait aussi l'appeler le moment où l'action politique l'emporte sur le déterminisme structurel. La seconde caractéristique essentielle est que dans aucun des deux camps n'existe un petit groupe dirigeant au sommet : un «comité exécutif de la classe dirigeante» en fonctionnement ou un politburo des masses opprimées. Même parmi ceux qui sont engagés dans la lutte pour un nouveau système, il y a de multiples joueurs préconisant des mesures différentes. Les deux groupes de militants conscients des deux côtés ont également de la difficulté à convaincre les plus grands groupes, qui constituent leur base potentielle, de l'utilité et de la possibilité d'organiser la transition. En bref, le chaos de la crise structurelle se reflète dans la configuration relativement désordonnée des deux camps.

Le camp de «Davos» est profondément divisé. Il y a ceux qui souhaitent instaurer un système hautement répressif qui glorifie le rôle de dirigeants privilégiés sur des sujets soumis. Il y a un deuxième groupe qui croit que la route vers le contrôle et le privilège réside dans un système méritocratique qui pourrait coopter le grand nombre de cadres nécessaires pour le maintenir avec un minimum de force et un maximum de persuasion. Ce groupe parle une langue de changement fondamental, en utilisant des slogans qui ont émergé des mouvements antisystémiques—un univers vert, une utopie multiculturelle, des possibilités méritocratiques pour tous—tout en préservant un système inégal et polarisé.

Dans le camp de «Porto Alegre» la fracture est comparable. Il y a ceux qui envisagent un monde hautement décentralisé privilégiant des allocations rationnelles à long terme plutôt que la croissance économique et permettant l'innovation sans créer de cocons d'expertise sans responsabilité envers la société dans son ensemble. Il y a un deuxième groupe qui est plus orienté vers la transformation venant d'en haut, menée par des cadres et des spécialistes ; ils envisagent un système de plus en plus coordonné et intégré, un égalitarisme formel sans réelle innovation. J'ai évoqué, parmi les conséquences de la révolution mondiale de 1968, le déclin des mouvements antisystémiques traditionnels qu'on a coutume d'appeler la «vieille gauche», et indiqué que si nous voulions changer le monde, nous avions besoin de nouveaux mouvements et de nouvelles stratégies. Cette difficulté majeure est toujours présente à gauche. On ne peut pas avoir une croissance infinie. Il y a des gens qui parlent de la crise en Europe ou en Amérique du Nord de manière inconséquente. Il est intéressant de voir ce qui se passe en Amérique latine où on entend beaucoup qu'il faut substituer à l'idée de croissance économique, l'idée de vivre bien. Voyons bien ce qui se passe dans cette partie du continent. La gauche a remporté dans plusieurs pays des succès électoraux. Des gouvernements plus ou moins de gauche se sont installés dans ces pays et en même temps des mouvements indigènes continuent d'exister et de s'exprimer. Presque partout il y a un conflit entre les deux entités. C'est vrai même en Bolivie. Il existe une tension bien réelle entre les deux gauches. Pour les mouvements politiques de la gauche traditionnelle, il faut transformer le pays, impulser la croissance, développer le produit national, et les mouvements indigènes sont considérés comme un frein à ces objectifs et accusés de faire le jeu des réactionnaires de chaque pays ainsi que des États-Unis. À l'inverse, les groupes indigènes accusent la gauche au pouvoir de se comporter comme la droite et de nier leur autonomie. C'est là une crise grave de la gauche et il faut trouver un moyen pour réconcilier ces deux gauches. Vous direz peut-être que ces «mouvements indigènes» n'existent pas en Occident et que ce n'est pas votre affaire mais regardez dans chaque pays et constatez que sous des formes apparemment différentes, des tensions analogues existent. Pour la gauche mondiale, il est impératif de résoudre les contradictions au sein de ses propres forces. Autrement

il serait illusoire d'espérer vaincre ceux qui dans le système sont prêts à le remplacer par un système encore pire. Il est nécessaire de parler à toute la gauche de la civilisation que nous voulons construire, sur les façons de bâtir nos vies, qui ne passeront pas par une croissance éternelle.

Ainsi, plutôt qu'une simple bataille à deux pour le système à venir, j'envisage une lutte à quatre : une lutte entre les deux grands camps, et une seconde lutte au sein de chaque camp. Il s'agit d'une situation confuse, moralement et politiquement, dont l'issue est fondamentalement incertaine.

Quelles mesures concrètes chacun de nous peut-il prendre pour faire avancer ce processus ? Il faut parler du court terme. J'entends par court terme trois à cinq ans au maximum. Le chaos – et nous y sommes – est imprévisible, et le résultat en est que tout le monde est face à l'incertitude la plus totale. Des pays comme la Tunisie, l'Égypte connaissent dans le même temps une croissance forte et une pauvreté criante ; cela conduit fatalement à une instabilité énorme. Aujourd'hui tous les gouvernements sont instables, y compris celui des États-Unis ; ne croyez pas en des situations calmes dans les prochaines années. Face à cela il n'y a pas de programme convenu, il n'y a que des orientations. Je voudrais mettre en tête de la liste des actions que nous pouvons prendre, à court terme, pour amoindrir la douleur qui provient de la décomposition du système existant et de la confusion de la transition. Il peut s'agir de gagner une élection afin d'obtenir plus d'avantages matériels pour ceux qui ont le moins ; d'une plus grande protection des droits politiques et judiciaires ; de mesures pour lutter contre l'érosion de notre richesse planétaire et des conditions de survie collective.

Néanmoins, ce ne sont pas des mesures susceptibles en elles-mêmes d'instaurer le nouveau système à venir dont nous avons besoin. Un intense débat intellectuel est nécessaire portant sur les paramètres du type de système-monde que nous voulons, et sur la stratégie à adopter pour la transition. Cela nécessite une volonté d'entendre ceux que nous estimons de bonne volonté, même s'ils ne partagent pas nos vues. Un débat ouvert pourra sans doute construire une plus grande camaraderie et nous empêcher, peut-être, de tomber dans le sectarisme qui a toujours vaincu les mouvements antisystémiques. Enfin, dans la mesure du possible, nous devrions construire d'autres modes de production démarchandisée. En faisant cela, nous pouvons découvrir les limites de plusieurs méthodes et démontrer qu'il existe d'autres modes pour assurer une production durable qu'un système de rétribution basé sur la recherche du profit. En outre, la lutte contre les inégalités fondamentales du monde – genre, classe et race/origine ethnique/religion – doit être au premier plan de nos pensées et de nos actes. Je ne pense pas que les religions vont disparaître mais toutes sont confrontées au fait qu'en leur sein les femmes exigent une remise en cause des

dominations machistes. C'est considérable en termes de conséquences. Cette lutte contre les inégalités fondamentales est la tâche la plus ardue de toutes, car aucun de nous n'est innocent, et la culture du monde dont nous avons hérité milite contre nous. Est-il besoin de dire que nous devons éviter tout sentiment que l'histoire est de notre côté? On peut aller dans une direction ou dans une autre. Il y a des choix à faire, choix moraux, et nous n'aboutirons qu'en articulant des stratégies différenciées, à court terme sur trois à cinq ans, et à long terme sur quarante ans. Nous avons, au mieux, une probabilité de 50-50 de créer un meilleur système-monde que celui dans lequel nous vivons aujourd'hui. Mais 50-50, c'est beaucoup. Nous devons essayer de saisir le Destin, même s'il nous échappe. Quoi de plus utile!

[Première parution dans la revue *New Left Review*, mars/avril 2010]